



COMMUNE DE SAINT-THONAN

CONSEIL MUNICIPAL
N° 5/2025

SEANCE ORDINAIRE DU 11 DECEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le onze décembre, à vingt heures, les membres du Conseil municipal de la commune de Saint-Thonan se sont réunis, en séance publique, en mairie, salle du conseil, sur convocation qui leur a été adressée le vingt-trois septembre deux mille vingt-cinq, conformément à l'article L.2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 16

Nombre de conseillers municipaux présents : 11

Nombre de votants : 15

Etaient présents : Marc JEZEQUEL, Maire, M. Pierre ANNEZO, Mme Carole GUILLERM, M. Hervé BIZIEN, Mme Sylvie MARCHALAND, Mme Bénédicte MEVEL, M. Bernard SALIOU, M. Laurent BERTHEVAS, Mme Fadila BOUZIANI, M. Jean-Luc VINCENT, M. Cédric RIBEZZO.

Absents excusés :

Mme Anne-Laure CANN qui a donné pouvoir à Mme Carole GUILLERM,
Mme Laura MARTINEZ,

M. Mickaël GRALL qui a donné pouvoir à M. Bernard SALIOU,
Mme Maryse ALLAIRE qui a donné pouvoir à M. Hervé BIZIEN,
M. Sébastien LAMBERT qui a donné pouvoir à M. Cédric RIBEZZO.

Le conseil municipal a désigné M. Laurent BERTHEVAS, secrétaire de séance.

La séance est levée à 22h.

DELIBERATION N° 53-2025 APPROUVANT LA DEMANDE D'ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE LANDERNEAU-DAOULAS, DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE 25 (SECTEUR RUE DE L'EGLISE / RUE DE KERSAOS)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ne peut pas intervenir en dehors du champ de compétences qui lui ont été transférées par les communes membres (principe de spécialité). Par dérogation à ce principe, la loi autorise les communautés de communes à verser des subventions à leurs communes membres. Ces subventions, appelées fonds de concours, doivent être destinées à financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement. La faculté de verser des fonds de concours aux communes membres est donc réservée aux EPCI à fiscalité propre. Le versement de tels fonds de concours ne peut être décidé qu'après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et du conseil municipal concernés. La commune bénéficiaire doit apporter un financement, hors subventions, au moins égal au

montant du fonds de concours versé par l'EPCI à fiscalité propre dont elle est membre.

La Commune souhaite solliciter l'octroi d'un fonds de concours pour les travaux de mobilités douces réalisés dans le cadre de la requalification de la route départementale 25 (secteur de l'église / rue de Kersaos).

Les travaux de requalification de la route départementale 25 s'élèvent à 907 924,87 € HT (hors opération sous mandat de la CAPLD et du Conseil départemental).

Les travaux pour les mobilités douces représentent 359 578,58 € HT dont le plan de financement est le suivant :

	Montant HT éligibles	Subventions notifiées	Montant
Lot 1	350 452,79 €	Pacte 2030 volet 2 *	27 723,11 €
AMO	9 125,79 €	Quai bus *	40 967,39 €
		Bien vivre partout en BZH *	5 506,03 €
		Amendes de police	20 000,00 €
		Fonds de concours CAPLD	193 466,33 €
		Reste à charge commune (20%)	71 915,72 €
Total	359 578,58 €		359 578,58 €

* montant de la subvention au prorata des dépenses éligibles au fonds de concours

Aussi, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'autoriser le Maire ou son représentant de solliciter ce fonds de concours auprès de la CAPLD.

DELIBERATION

Vu le Code général des Collectivités territoriales,

ENTENDU le rapport de présentation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **AUTORISE** le Maire à solliciter auprès de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas un fonds de concours pour les travaux de mobilités douces et à signer tout document afférent à ce dossier.



Délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme
 Le Maire, Marc JEZEQUEL

M. Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication, par courrier postal, 3 Ctr de la Motte, 35044 Rennes, ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.